

## Une brève histoire d'INSPIRE Et ses relations avec l'open data et les collectivités

Marc Léobet Mission de l'information géographique. Commissariat Général au Développement Durable / DRI. Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer.

On attire parfois mon attention sur des articles liant réglementation européenne, *open data* et collectivités. Un peu investi dans les deux premiers depuis des lustres, il arrive que je prenne conscience de la complexité institutionnelle de la chose et de notre propre faiblesse pédagogique, malgré nos tentatives anciennes<sup>1</sup>. Contrairement à ce que vous pourrez lire ici ou là, le droit européen de la donnée est étranger à l'*open data*, et les collectivités territoriales n'en sont pas une cible.

Toutefois, une des causes de ces confusions est probablement l'absence de document synthétique expliquant l'origine de la direc-

tive INSPIRE. Le présent document espère combler cette lacune.

### De quel open data parle-t-on ?

Le lecteur aura sans doute le réflexe de se référer peu ou prou à la définition du Gouvernement : « *L'open data désigne l'effort que font les institutions, notamment gouvernementales, qui partagent les données dont elles disposent. Ce partage doit être gratuit, dans des formats ouverts, et permettre la réutilisation des données.* »<sup>2</sup>

Toutefois, si la directive européenne sur la réutilisation des

données publiques (dite PSI) de 2003 a été mise à jour en 2011, elle n'a toujours aucune ambition sur l'ouverture des données publiques gratuites, ouvertes et dans des formats ouverts. Il n'y a tout simplement pas de cadre légal arrêté par l'Union européenne.

Par ailleurs, la révision de la directive PSI n'a pas eu de conséquence sur INSPIRE et vice-versa, notamment parce que la directive PSI porte sur la réutilisation des données publiques et non sur leur mise en ligne ou sur leur gratuité (si l'on considère que l'ouverture des données s'accompagne de leur gratuité, ce qui est la définition la plus courante). En effet, son article 6 – Principes de tarification<sup>3</sup> – établit la possibilité de redevances pour « *l'organisme du secteur public concerné (...) tenu de générer des recettes suffisantes pour couvrir une part substantielle des coûts afférents à leur collecte, à leur production, à leur reproduction et à leur diffusion.* »

Peut-être l'*open data* dont parlent certains auteurs serait-il celle de Légifrance<sup>4</sup>, qui peut ne pas être gratuit ? Dans un billet publié le 22 mai 2013<sup>5</sup>, je m'interrogeais sur ce que les uns et les autres



Marc Léobet, auteur du présent article, est le *Monsieur Inspire* en France.  
Marc Léobet, author of this article, is the *Inspire wizard* in France.

1 INSPIRE pour les néophytes, 4ème édition : <http://www.geoinformations.developpement-durable.gouv.fr/quatrieme-version-de-la-directive-inspire-pour-les-a3179.html>

2 <http://www.gouvernement.fr/action/l-ouverture-des-donnees-publiques>

3 <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2013:175:0001:0008:FR:PDF>

4 <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028890784>

5 <http://georezo.net/blog/inspire/2013/05/22/de-la-convergence-inspireopen-data/>

# A Brief History of INSPIRE

## And its links to open data and local governments

By Marc Leobet Commissariat Général au Développement Durable / DRI French Ministry of Environment, Energy and Sea

I have occasionally been asked to comment on articles detailing European regulations, open data and local governments. Being somewhat involved in the first two for decades, I realise how complex they are and what bad teachers we are, despite our repeated attempts. Contrary to what can be read here and there, the set of European regulations on data is unrelated to open data, and local governments are not its target.

A possible cause of this confusion is the lack of clear documentation detailing the origins of the INSPIRE directive. This short essay aims to address this issue.

### Which open data are we speaking of?

The reader will reflexively refer to the French government's definition: *"Open data is a global effort made by public entities, mainly public bodies, to share the data they possess. This sharing must be free of charge, use well-known formats and allow for data reuse."*

The European directive on reuse of public sector information (PSI), initially approved in 2003, was updated in 2011. However, the purview of the text was not expanded to include free-of-charge, free-to-use and

standard-formatted public data. There is simply no current EU legal framework on open data.

Besides, the PSI directive update had no effect on INSPIRE and vice-versa. The PSI directive's unique scope is reuse of public data. It contains no provisions about free-of-charge dissemination (if one considers that data dissemination implies a complimentary policy). As a matter of fact, Article 6 (*"Principles governing charging"*) states: *"Where charges are made for the reuse of documents, those charges shall be limited to the marginal costs incurred for their reproduction, provision and dissemination."*

Perhaps what some authors refer to as open data must be construed according to the Legifrance definition, which does not entail free-of-charge availability? In a brief I wrote May 22, 2013, I wondered what exactly people meant by "open data". An article written by Simon Chignard, which unfortunately seems to have been deleted, described the ideological battles fought between five think tanks boasting five different definitions, more or less compatible one with another. As often, the term open data has finally evolved into a fuzzy concept. Care must therefore be taken to define it clearly when one wants to use it.

We could also wonder why the EU has decided to push forward the concept of Spatial Data Infrastructure (SDI) instead of joining the open data tidal wave.

One explanation is that, at the beginning of the 2000s (when even the youngest of you, readers, were already born), open data was neither a politically driven movement, nor even a subject for discussion. Nevertheless, some entities, such as the French Ministry of Environment, were already (since 1998) disseminating their datasets, spatial or not, and were actively seeking out tools to solve their recurrent interoperability issues. INSPIRE was shaped by those early experimenters involved in the dissemination of free, complimentary and public domain licenced data.

We also learnt that volunteerism was not enough, as evidenced by all the municipalities falling behind schedule, barring the most advanced ones.

### Why Inspire?

Does INSPIRE proceed from an effort to assemble all the relevant actors around a tremendous concept all European citizens could benefit from?

Not really.

INSPIRE was born out of the ashes of the "GI 2000" project,

entendaient par « *open data* ». L'article de Simon Chignard<sup>6</sup>, qui semble ne plus être en ligne, retraçait les batailles idéologiques entre cinq groupes de pensées et cinq définitions plus ou moins compatibles. Comme souvent, le terme est devenu un slogan aux contours flous. D'où l'enjeu grandissant de le définir quand on s'en empare.

Aujourd'hui, on pourrait se demander pourquoi les institutions européennes ont mis en avant le concept d'Infrastructure de Données Géographiques (IDG) au lieu de s'inscrire dans la vague de l'*open data* ?

Il faut se rappeler qu'au début des années 2000 (où même vous, chers lecteurs, étiez tous nés), l'*open data* n'était pas un projet politique ni même un sujet de débat. En revanche, certains, dont le ministère français de l'environnement, diffusaient depuis 1998 des bases de données, géographiques ou non<sup>7</sup>, et cherchaient des solutions aux problèmes d'interopérabilité rencontrés. INSPIRE a ainsi été soutenue par les acteurs engagés dans ces diffusions libres, gratuites et sans licence. L'autre retour d'expérience était que le volontariat n'est pas suffisant, et on l'a vu aussi dans l'ouverture des données publiques des collectivités, qui restent peu engagées au-delà des plus avancées.

## Pourquoi INSPIRE ?

INSPIRE découle-t-elle d'une tentative de mobilisation de l'ensemble des acteurs sur une dimension porteuse pour les citoyens européens ?

Pas vraiment.

INSPIRE est le résultat de l'échec de l'initiative « *GI2000* » proposée par la DG XIII (Télécommunications) à partir de 1995.<sup>8,9</sup> L'association *Eurogi* en était un fervent soutien, et on retrouve plusieurs noms associés à INSPIRE par la suite : F. Salgé, M. Craglia, A. Annoni... Il s'agissait alors d'organiser le marché européen de l'information géographique pour garantir une croissance durable.<sup>10</sup>

La filiation entre *GI2000* et INSPIRE se voit incidemment ici : [http :// www.ec-gis.org/index.cfm...](http://www.ec-gis.org/index.cfm...)

Le canal de la DG XIII n'a pas été le bon, incapable de trouver un support suffisant pour une législation aussi large<sup>11</sup> et aussi, semble-t-il, en raison du manque de cas concret d'utilisateur concerné<sup>12</sup>.

Il s'est agi alors de trouver le bon porteur de projet. Ce fut Mme Margot Wallström, commissaire européen à l'environnement de 1999 à 2004<sup>13</sup> qui décida de lancer ces travaux ambitieux.

Fin 2006, les négociations entre la Commission européenne et le

Parlement européen, d'un côté, et les États membres, de l'autre, étaient au point de rupture après l'échec des deux lectures entre le Conseil et le Parlement européen.

Le point d'achoppement était le projet d'article 23(1), devenu ensuite l'actuel article 17(2), qui prétendait « *prohiber toute restriction au point d'utilisation, en particulier de nature transactionnelle, procédurale, juridique, institutionnelle ou financière* ». Une majorité d'États membres, Royaume-Uni en tête, craignaient que cela ne soit une menace sur les modèles économiques des agences de cartographie et de météorologie. Encore aujourd'hui, ces enjeux restent évidemment bien présents dans les débats autour de l'ouverture des données. Le fait est que la législation européenne, qui n'est pas décidée par la Commission mais par le Conseil (des États membres) et par le Parlement européen, a refusé de les trancher.

Pour la même raison, le projet d'article 24 qui devait imposer des « *conditions communes de licence* » a disparu. En revanche, l'actuel article 17(3) qui établit la possibilité de redevances a été ajouté.

À la veille de la réunion de conciliation finale, nous étions quelques-uns à craindre l'échec qui aurait conduit au retrait du projet de directive INSPIRE. Le Parlement et

<sup>6</sup> [http ://ragemag.fr/open-data-n-est-pas-outil-de-la-transparence-entretien-avec-simon-chignard-10258/](http://ragemag.fr/open-data-n-est-pas-outil-de-la-transparence-entretien-avec-simon-chignard-10258/)

<sup>7</sup> Dont [www.prim.net](http://www.prim.net), lancé en octobre 1998 et dont j'avais la charge.

<sup>8</sup> [http ://www.ec-gis.org/copygi2000/gi2000/gi-faqs\\_.html](http://www.ec-gis.org/copygi2000/gi2000/gi-faqs_.html)

<sup>9</sup> [http ://geoprodig.cnrs.fr/items/show/30987](http://geoprodig.cnrs.fr/items/show/30987)

<sup>10</sup> [http ://bookshop.europa.eu/fr/gi2000-pbCD0897331/](http://bookshop.europa.eu/fr/gi2000-pbCD0897331/)

<sup>11</sup> [www.iszp.sk/isu/docs/minutes050304.doc](http://www.iszp.sk/isu/docs/minutes050304.doc), page 11

<sup>12</sup> « *because of the lack of a real problem owner.* » in *THE IMPORTANCE OF A STRATEGIC DIALOGUE FOR THE CREATION OF AN ESDI FRAMEWORK*, [http ://www.ec-gis.org/Workshops/11ec-gis/papers/3010kok.pdf](http://www.ec-gis.org/Workshops/11ec-gis/papers/3010kok.pdf), 2006

<sup>13</sup> Les deux paragraphes qui suivent forment le récit que m'en fit l'agent, Hugo de Groof, en charge de la directive INSPIRE depuis son origine lors de deux entretiens, en décembre 2015 et septembre 2016.

led by the DG XIII (telecommunications) from 1995 on. The *EuroGI* association was one of its champions, and some of the people involved in it moved on to work on INSPIRE: F. Salgé, M. Craglia, A. Annoni... At that time, the scope of INSPIRE was to organise the European market of spatial data in order to guarantee its sustainable growth.

were about to break down after the Council and the Parliament had failed to reach an agreement twice in a row. The bone of contention was the former article 23(1), now 17(2), which states that: "*The measures [...] shall preclude any restrictions, especially of a transactional, procedural, juridical, institutional or financial nature, likely to create*

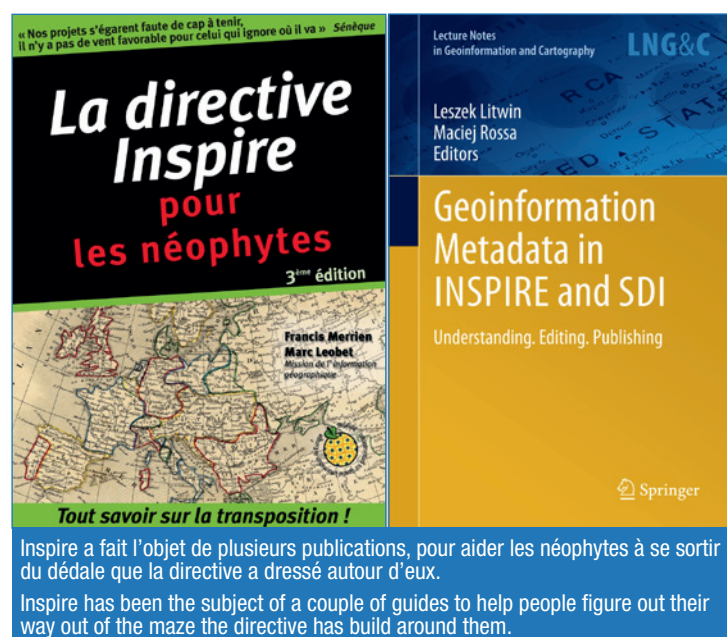
The very day before the final talks, some of us bet on failure. That would have led to the inevitable withdrawal of the INSPIRE project. But the Parliament and the Commission agreed on a trade-off with the Member states in extremis.

Choosing an environmental framework widened the support for the proposal, since the European Parliament, which coauthors laws in this field, had its say. It was also an opportunity to put forwards clear advantages, namely the increased facility with which public entities would be able to complete environmental impact studies. This is quoted in the directive's recitals.

However, neither the "citizen" nor the "enterprises" are cited in the directive provisions, whose scope is solely the sharing of data between public bodies, full stop. Of course, the obligation to publish those data on the Internet is not to be made light of. But the French implementation, quite ahead of the pack, does not hide the fact that some Member states have interpretations and implementations much less welcoming to the Internet.

## Why are local governments concerned by INSPIRE?

In its article 4(6), the directive excludes "*the lowest level of government*" from its scope, except if "*the Member State has laws or regulations requiring their collection or dissemination.*" Transcribed into French law, this yields: "*(INSPIRE) is not applicable to datasets belonging to municipalities, except if another law requires their collection or dissemination.*" French negotia-



The origin of INSPIRE from GI2000 is hinted at here: <http://www.ec-gis.org/index.cfm>

The DG XIII failed to gather sufficient momentum in support of such a sweeping regulation, and, it also seems, to find matter-of-fact cases demonstrating what good it would do. The next step was therefore to find a suitable leader. Ms Margot Wallström, the European commissioner for Environment from 1999 to 2004, resolved to assume stewardship and started working on it.

In 2006, the negotiations between, on the one hand, the European Commission and the European Parliament and, on the other hand, the Member states,

*practical obstacles, occurring at the point of use, to the sharing of spatial data sets and services.*" A majority of Member states, the United Kingdom at the head, feared it would upturn the business model of mapping or weather agencies. These issues remain very much at stake even today. The Commission does not pass laws; the Council (of Member states) and the Parliament do, and both have refused to take a clear position.

For the same reasons, the draft of the article 24, which should have established "*common licencing conditions*" has been revoked and the current article 17(3), which allows for royalties, has been added.



la Commission acceptèrent finalement un compromis avec les États membres<sup>14</sup>.

Le cadre environnemental permet d'élargir le soutien à la proposition en faisant entrer le Parlement européen, co-législateur en ce domaine. Il permet également de mettre en avant des cas d'utilisation concrets, à savoir la plus grande facilité offerte aux autorités publiques de répondre aux études d'impact, ainsi que l'énoncent les premiers considérants de la directive INSPIRE.

En revanche, pas plus le « *citoyen* » que les « *entreprises* » n'existent dans le texte de la directive : il s'agit d'une directive sur le partage de données entre autorités publiques, point. Bien entendu, l'obligation de publier ces informations sur l'internet n'est pas mineure. Toutefois, la pratique française, très volontariste, ne doit pas faire oublier que plusieurs États membres ont des interprétations et des mises en œuvre nettement moins ouvertes sur l'internet.

## En quoi les collectivités sont-elles concernées par INSPIRE ?

Dès son article 4-6, la directive exclut « *le plus bas niveau de*

*gouvernement* » d'INSPIRE, sauf si « *des dispositions législatives ou réglementaires qui imposent la collecte ou la diffusion* ». Cela sera transposé en droit français par « *(INSPIRE) n'est applicable aux séries de données géographiques détenues par une commune ou au nom de celle-ci que si des dispositions législatives en imposent la collecte ou la diffusion.* ».

Les négociateurs français de l'époque avaient notamment défendu cette disposition, conscients du coût de la mise en œuvre d'INSPIRE dans le contexte bien connu de l'énorme morcellement de notre territoire en petites communes.

Au final, jusqu'à l'adoption de la loi « *Pour une République numérique* » (octobre 2016), parmi les données communales, seuls les documents d'urbanisme étaient soumis à la directive. Et jusqu'au début de 2016 cette obligation était plutôt mise en œuvre par les directions départementales du territoire.

Pourquoi les collectivités locales apparaissent-elles parfois comme les plus en difficulté face à ce projet européen multi-scalaire ? Au final, ne serait-ce pas parce qu'elles sont les moins concernées ?

## Conclusion

La lecture des directives INSPIRE et PSI à la lumière de l'*open data* « *à la mode de France* » et de la « *Stratégie numérique pour l'Europe* » de la Commission européenne de dix ans postérieures paraît, du point de vue méthodologique, un anachronisme. En ce sens, méfiez-vous des communicants !

L'*open data* et, surcroît, la donnée locale sont tout simplement hors du champ de la directive INSPIRE, et ceci par une volonté politique délibérée exprimée au moment de sa négociation. Quoiqu'on puisse en penser, l'*open data* n'est tout simplement pas un élément du droit européen.

Enfin, et c'est ce que je voudrais que l'on retienne de cet article, les ressorts profonds qui ont permis la mise en place de la directive INSPIRE ne sont pas liés à des stratégies politiques puissamment déterminées. Comme souvent lorsqu'il s'agit d'innovation, ils reposent sur la motivation extraordinaire d'une toute petite poignée d'acteurs largement idéalistes voire utopistes, et l'intuition de deux commissaires européens de l'environnement. Ils ont su convaincre les co-législateurs. C'est comme cela que l'Europe est grande.

## Comment lire le rapport INSPIRE de suivi de la France ?

La législation européenne est bâtie sur des obligations que les États membres doivent remplir. Ainsi, tous les ans, les autorités françaises rendent compte de la mise en œuvre de la directive INSPIRE selon

une règle elle-même légale. Comme toutes règles européennes, elle a été votée par les États membres. Précisons peut-être que ce fut la seule fois où la France, isolée, vota contre un projet de la Commission européenne sur INSPIRE. Mais elle l'applique, bien entendu.

Il s'agit donc d'envoyer à la Commission une batterie

d'indicateurs tout à fait indigestes, en XML, basée sur une extraction des séries de données INSPIRE du Géocatalogue. La méthode est décrite ici : Comment construit-on le rapport de la France ? (août 2012) <https://georezo.net/blog/inspire/2012/08/23/comment-construit-on-le-rapport-de-la-france/>

<sup>14</sup> <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?language=fr&type=IM-PRESS&reference=20061120IPR00064>  
15 4ème paragraphe

tors fought tooth and nail for this provision, aware of how much the implementation of INSPIRE over a territory made up of 36,000 municipalities, most of them rural, would cost.

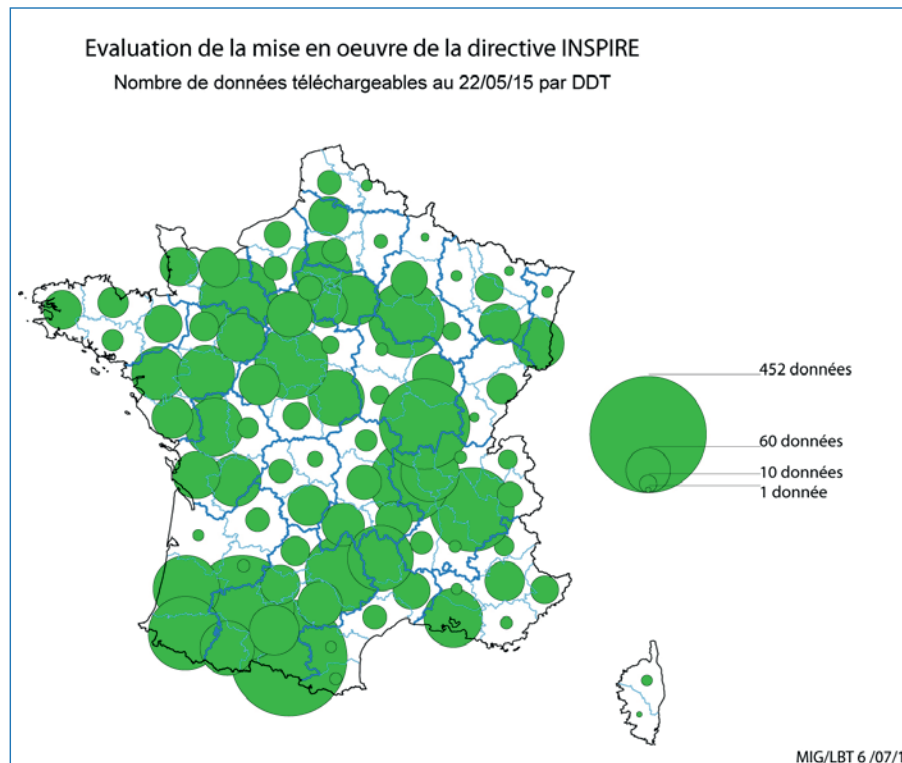
To wrap up, before the passage of the Digital Republic Act (October 2016), only urban planning data were subject to the directive. And until the beginning of 2016, much of that obligation was handled at the county level.

Why are local governments so clumsy at implementing this multi-scale European project? At the end of the day, is it not because they are the least impacted?

## Conclusion

Trying to interpret the INSPIRE and PSI directives using Open data “à la French” or the European Commission’s “Digital strategy for Europe” – both of which were written ten years later – as keys to their deciphering, is at best anachronistic. So, beware of casual commenters!

Open data and local data are simply out of the scope of the directive, by intentional political wish spoken out during the



Carte des données téléchargeables par DDT en mai 2015. Source : Marc Léobet. This map shows how many datasets were available on French county (département) servers.

preliminary talks. Whatever one may think of it, Open data is not a piece of the current EU body of laws.

Finally – and, if possible, I would like this to be the takeaway of this article – the hidden fairies who blessed the INSPIRE directive were never sent by politically driven strategies. As usual

when it comes to innovation, INSPIRE was the coalescence of the outstanding motivation of a small core team made up of idealists or utopians, and the feeling of two European Commissioners. Together, they succeeded in convincing the co-legislators.

And that’s how Europe is great.

## How To Read an INSPIRE Report

European law requires Member states to fulfil a number of tasks. Amongst them, every year the French authorities report on the implementation of the INSPIRE directive, in a format itself normalised. Like all European regulations, this requirement was voted by the Member states. Let’s add that France, for this once, voted

against the Commission. But France implements it, of course.

The task itself consists in sending to the Commission a bunch of unpalatable figures, based on an extraction of the data series available on the Geocatalogue. The exact process is described here (in French): <https://georezo.net/blog/inspire/2012/08/23/comment-construit-on-le-rapport-de-la-france/>

While the CNIG formally authors every yearly report, as a matter of fact it is not consulted, because the BRGM carries on the automatic process. On the contrary, the more verbose triennial report is handed to the CNIG for approval. The last example is available here (in French): <https://georezo.net/blog/inspire/2016/05/25/ce-qui-faut-savoir-du-rapport-inspire-de-la-france/>

Si, bien sûr, le CNIG publie les rapports annuels, il n'est pas consulté. En effet, il s'agit d'un traitement automatisé réalisé par le BRGM. En revanche, le rapport triennal, plus qualitatif, lui est présenté pour avis. Le dernier exemple est résumé ici : <https://georezo.net/blog/inspire/2016/05/25/ce-qui-faut-savoir-du-rapport-inspire-de-la-france>.

Par ailleurs, la plupart de ces indicateurs n'ont pas d'intérêt, voire ne sont pas exploitables. Ainsi, le nombre de *hits* est censé refléter l'utilisation des services en réseaux. En France, nous demandons aux producteurs, sur une base volontaire, de nous donner le nombre de requêtes par services *web*. Nous constatons une participation inégale d'une année sur l'autre avec, de surcroît, des bonds d'un facteur huit qui laissent penser que certains calculs intègrent des dalles d'orthoimages.

Enfin, ces indicateurs quantitatifs sont peu utiles d'une part parce que tout utilisateur préfère des indicateurs de qualité, et d'autre part parce qu'il est difficile de comparer finement les États entre eux : en effet, chaque État définit la notion de donnée chez lui. Donc, on compte sans trop savoir quoi.

Alors, tout cela est-il vain ?

Non.

D'abord parce qu'un indicateur n'a de sens que pour la tendance qu'il dessine. Ensuite, parce que certains sont tout à fait utiles.

Publier le nombre de métadonnées en ligne a été un levier au début pour motiver les services de l'État et les niveaux régionaux et départementaux des collectivités.

Communiquer sur le nombre de données téléchargeables a réellement du sens, que ce soit en terme de service réel rendu par l'infrastructure aux usagers ou en terme de mise en œuvre de la politique d'ouverture des données.

Enfin, dans un monde d'interopérabilité et de valorisation des plateformes, la conformité des données – à INSPIRE, mais aussi aux standards de la COVADIS et du CNIG – a une importance croissante. Nous avons des efforts à accomplir sur ce dernier point puisque le champ « *Conformité1* » des métadonnées porte rarement la spécification de référence. C'est dommage, car l'indicateur est probablement plus proche de 30 % que des 3 % déclarés.

Ajoutons que, suite à des travaux où nous primes part, les indicateurs non directement extractibles des métadonnées vont être abandonnés.

## Quelle est la place de la France en Europe sur la mise en œuvre d'INSPIRE ?

Question récurrente ! Dans le groupe de tête, assurément. Avec un taux de données accessibles via un service de consultation de 65 % et un taux pour les services de téléchargement de 71 %, nous sommes très au-dessus de la moyenne européenne qui se situe respectivement à 55 % et 40 %. En France, les données sont accessibles à 60 % via ces deux services. Nous considérons ce nombre comme trop bas. Toutefois, la moyenne européenne est de 39 %. Selon nous, et nous portons cet exemple aux niveaux européens, c'est l'engagement des géomaticiens qui a fait la différence. C'est même flagrant quand on étudie la disponibilité des données de l'annexe III.

En conclusion, ce rapport est à l'image de ce que peut être, parfois, la construction européenne. Un pur joyau technocratique qui cache de belles réussites au service, dans notre cas, d'abord des autorités publiques et, de plus en plus, des habitants et des entreprises de notre pays. Avec aussi, et nous en prenons notre part, une faiblesse pédagogique patente. Je remercie *Géomatique Expert* de nous offrir l'opportunité de mieux éclairer ses lecteurs sur, finalement, ce que l'Europe peut bien percevoir de leur propre travail. □



Les graphiques joints aux rapport Inspire envoyés des pays membres à la Commission peuvent parfois receler des surprises.

The graphs annexed to the Inspire reports sent by Member states to the Commission can sometimes be... discombobulating !

Besides, the majority of those figures are meaningless or irrelevant. For instance, the “number of hits” is supposed to reflect the use of network services. In France, we ask the data producers, on a voluntary basis, to report the number of requests per web service. The “turnout” varies greatly from year to year, and unexpected eightfold increases in some figures allude to the taking into account of ortho-images tiles downloads.

Finally, those quantitative figures are almost useless! First because every sensible user will prefer to read qualitative data. And then because it is nearly impossible to compare each state with its peers. Why? Because each state is responsible for its own definition of what ‘data’ means. Thus, we tally, but we don’t know what we tally.

Ahem. So, is everything done in vain?

Of course not.

First and foremost because only the trend is meaningful. Then, because some data are useful *per se*.

Releasing the number of available metadata has coaxed State agencies and local governments into becoming more involved.

Publishing the number of downloadable assets is meaningful, whether it be in terms of service offered to the end users, or to estimate the current implementation of the directive.

Finally, in a world where interoperability and platform valorisation are paramount, data compliance – to INSPIRE, but also to the various COVADIS or CNIG standards –

Ensure effective coordination			
MS	Overall implementation status and trend	Outlook	Dashboard Legend
AT	☺↗	○	<b>Implementation Status:</b> ☺: Implementation of this provision is well advanced or (nearly) completed. Outstanding issues are minor and can be addressed easily. ☹: Implementation of this provision has started and made some progress but is still far from being complete. Outstanding issues are significant and need to be addressed to ensure that the objectives of the legislation can still be reached by 2020. ☹: Implementation of this provision is falling significantly behind or has not even started. Serious efforts are necessary to close implementation gap.  <b>Trend:</b> ↗: the trend of the implementation is positive. →: the trend of the implementation is neutral. ↘: the trend of the implementation is negative.  <b>Outlook:</b> ○: clear and targeted actions have been identified which allow reaching the objectives of the legislation in an effective way. ○: No real progress has been made in the recent past or actions which have been identified are not clear and targeted enough to predict a more positive outlook.
BE	☺↗	○	
BG	☹→	○	
HR	☹→	○	
CY	☹↗	○	
CZ	☹↗	○	
DK	☹↗	○	
EE	☹↗	○	
FI	☹↗	○	
FR	☹→	○	
DE	☹↗	○	
EL	☹→	○	
HU	☹→	○	
IE	NA	NA	
IT	☹↗	○	
LV	☹↗	○	
LT	☹↗	○	
LU	☹↗	○	
MT	☹↗	○	
NL	☹↗	○	
PL	☹↗	○	
PT	☹↗	○	
RO	☹→	○	
SK	☹↗	○	
SI	☹↗	○	
ES	☹↗	○	
SE	☹↗	○	
UK	☹↗	NA	

has a growing impact. We still have a long way to go, since the “Compliance 1” metadata field rarely refers to the reference specification. It is a pity, for this figure is probably closer to 30% than to 3%, as declared.

Let’s disclose that, following further discussions, the figures which cannot be directly inferred from the metadata will henceforth be discarded.

## Is France a leader of INSPIRE implementation?

That’s a recurring question, and the answer is certainly yes. 65% of our data are reachable through a consultation service, and 71% are downloadable. This put us far ahead the European average, at 55% and 40% respectively. In France, 60% of the data are

reachable through both services. We consider this figure to be unsatisfactory, yet the European average is only 39%. According to us, and we report this at the European level, the enthusiasm of the French geomatics community really paved the way for this success. It is even more obvious when one studies the availability of data listed in the Annex III.

To sum up, the report reflects what European construction sometimes looks like: a pure, technocratic gem, which hides some true successes, serving, in our case, mainly public authorities and, more and more, enterprises or mere individuals. At that we should add (and we own up to it) egregious pedagogic weaknesses. I would like to thank *Geomatique Expert* to offer us the opportunity to enlighten the readers on what Europe perceives of their work. □